

Pour une politique agricole et alimentaire commune juste, saine et durable




liberation.fr/debats/2018/12/06/pour-une-politique-agricole-et-alimentaire-commune-juste-saine-et-durable_1696370

6 décembre 2018

Tribune

Par Le collectif «Pour une autre PAC» – 6 décembre 2018 à 18:26



 Dans une ferme «bio» française, au Houga (Gers). Photo Remy Gabalda. AFP
 

Trente-trois organisations demandent au gouvernement d'intégrer dans sa prochaine réforme la mise en place de paiements pour services environnementaux (PSE), avec un montant qui serait plafonné et proportionnel au nombre d'emplois sur la ferme.

Pour une politique agricole et alimentaire commune juste, saine et durable

La conscience et la préoccupation du grand public sur les enjeux de protection de l'environnement, de la biodiversité, du climat et du bien-être animal vont grandissantes. Sur l'ensemble de ces sujets, les pratiques agricoles ont des conséquences majeures. Par exemple pour l'atténuation du changement climatique, l'agroécologie présente des atouts

conséquents et les pratiques positives doivent être encouragées. Pour valoriser et encourager les pratiques de production favorables à la préservation de l'environnement et de la biodiversité, l'ensemble des services rendus par les paysan·ne·s doit être rémunéré : leurs productions de denrées et de biens, mais aussi l'ensemble des services rendus à la société par leur travail. La Politique agricole commune (PAC), en tant que politique stratégique de financement et d'orientation de l'agriculture, peut y participer via la mise en place de paiements pour services environnementaux (PSE). Nous appelons à les intégrer dans sa prochaine réforme, en cours de négociation.

Concrètement, les PSE permettraient aux paysan·ne·s de solliciter de manière volontaire une rémunération qui valorise les services qu'ils rendent à l'environnement, selon les pratiques mises en œuvre. Les PSE concernent par exemple la conduite d'une ferme en agriculture biologique, la mise en place de rotations de cultures incluant des légumineuses (qui enrichissent naturellement le sol en azote), la conservation de prairies ou encore l'entretien des haies et des arbres (refuges de biodiversité et capteurs de carbone). Leur montant serait plafonné et proportionnel au nombre d'emplois sur la ferme, comme devraient l'être toutes les aides de la PAC. Cela éviterait une course à l'agrandissement pour capter des aides à la surface, au détriment de l'emploi.

Les PSE rémunèrent les paysan·ne·s qui vont au-delà des prescriptions réglementaires. En revanche, ils ne devraient pas financer la réduction d'une pratique polluante. Cette réduction fera l'objet de mesures d'accompagnement dédiées, déjà existantes, et dont les moyens devraient être renforcés. S'il est nécessaire de le préciser, les PSE ne sont qu'un des versants d'une indispensable réforme en profondeur de la PAC, afin d'aboutir à une politique agricole et alimentaire commune juste, saine et durable. Enfin, par souci de responsabilité et de solidarité, les PSE ne doivent pas affecter négativement les agricultures et les marchés du reste du monde. Ils doivent donc être un outil de renforcement de la souveraineté alimentaire de l'UE sans porter préjudice à celle des autres régions du monde.

Nous demandons au gouvernement français de saisir l'opportunité de la prochaine PAC pour mettre en œuvre les paiements pour services environnementaux et de bien-être animal. Ils se substitueraient partiellement et progressivement au budget aujourd'hui alloué aux primes que reçoivent les paysan·ne·s en fonction de la seule taille de leur ferme ou de leur cheptel, quelles que soient les pratiques qu'ils y développent. Articulés avec une maîtrise des productions et une régulation des marchés, ils redonneraient du souffle en termes de revenu aux producteur·trice·s, rendant ainsi attractif l'engagement dans la transition agricole et environnementale.

Pour que ce mécanisme fonctionne, deux conditions doivent être réunies : un budget important et croissant au cours des années pour être véritablement attractif et des critères d'accès ambitieux, d'un point de vue environnemental et sociétal, pour ne pas retomber dans le *greenwashing* de la précédente réforme. Les conséquences des changements climatiques et de l'effondrement de la biodiversité sur les capacités de production des paysan·ne·s européen·ne·s imposent de réagir urgemment pour orienter l'agriculture vers des formes véritablement durables. Nous ne pouvons pas reporter une fois de plus une telle mutation de la PAC.

Vers un pacte vertueux

Les Européen·ne·s paient trois fois leur nourriture : à l'achat, dans la PAC via l'impôt et par les coûts de santé et de dépollution. Les paiements pour services environnementaux constituent une des réponses pour mettre fin à cette aberration et retrouver une utilisation efficace de l'argent public. En parallèle du remplacement progressif des primes aveugles par des PSE favorisant les fermes mettant en œuvre des pratiques agricoles durables, le budget de la PAC doit être mis à profit pour la transition des systèmes, le maintien et l'installation des petites fermes, la relocalisation de l'alimentation, etc. Ces paiements constitueraient à la fois une reconnaissance sociale envers les paysan·ne·s qui ont adopté ou maintenu des pratiques respectueuses de l'environnement, mais aussi une main tendue invitant les autres à la réorientation des modèles agricoles. Ce faisant, ce pacte contribuerait à créer de l'emploi et à revitaliser le milieu rural.

Les PSE représentent donc un levier pour sortir l'agriculture européenne de l'impasse et mettre les politiques publiques en cohérence avec les attentes sociétales en matière d'environnement et de bien-être animal. Nous appelons donc à une co-construction de cet outil par toutes les parties prenantes (organisations agricoles, institutions publiques, élus, représentants de la société civile, associations), condition *sine qua non* pour assurer la réalisation d'un nouveau pacte agricole et alimentaire de l'ensemble de la société avec les paysan·ne·s.

Le collectif «Pour une autre PAC» regroupe trente-trois organisations paysannes, de protection de l'environnement et du bien-être animal, de solidarité internationale et de citoyen·e·s-consommateur·trice·s.

Le vendredi 7 décembre, le sénateur du Morbihan Joël Labbé et le collectif «Pour une autre PAC» coorganisent un séminaire public au Palais du Luxembourg, à Paris, sur la mise en place de paiements pour services environnementaux dans la prochaine PAC. L'ensemble des propositions du collectif sont à retrouver sur <https://pouruneautrepac.eu>

Les signataires des organisations membres de la plateforme, «Pour une autre PAC» :

Organisations paysannes : **Laurent Pinatel** Confédération paysanne, **Hervé Bedouet** Fédérations des associations pour le développement de l'emploi agricole et rural, **Guillaume Riou** Fédération nationale pour l'agriculture biologique-Fnab, **Simon Coutand** Mouvement rural de jeunesse chrétienne–MRJC, **Quentin Delachapelle** Réseau Civam–Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et milieu rural, **Freddy Le Saux** Terre de Liens, **Françoise Vernet** Terre et Humanisme, **Gilles Lanio** Union nationale de l'apiculture française–Unaf.

Organisations de protection de l'environnement et du bien-être animal : **Jacques Caplat** Agir pour l'environnement, **Agathe Gignoux** Compassion in world farming France-CIWF, **Christophe Lépine** Fédération des Conservatoires d'espaces naturels, **Michaël Weber** Fédération des parcs naturels régionaux, **Caroline Faraldo** Fondation pour la nature et l'homme, **Michel Dubromel** France Nature Environnement, **François Veillerette** Générations futures, **Suzanne Dalle** Greenpeace, **Martine Laplante** Les Amis de la Terre, **Allain Bougrain-Dubourg** LPO, **Philippe Quirion** Réseau Action Climat, **Ghislain Zuccolo** Welfarm, **Isabelle Autissier** WWF.

Organisations de solidarité internationale : **Birthe Pedersen** Peuples solidaires–ActionAid France, **Robert Levesque** Agter, **Jacques Loyat** Attac, **Anne-Françoise Taisne** Comité français pour la solidarité internationale-CFSI, **Tanguy Martin** et **Lorine Azoulai** Ingénieurs sans frontières–Agrista, **Jacques Godard** SOL, Alternatives agroécologiques et solidaires.

Organisations de citoyen·ne·s consommateur·rice·s : **Julie Potier** Bio Consom'acteurs, **Anne-Marie Blanchard** Chrétiens dans le monde rural, **Marc Dufumier** Commerce équitable France, **Claire Richaud** Générations cobayes, **Jérôme Dehondt** Miramap, **Vincent Lagré** Slow Food.

Le collectif «Pour une autre PAC»

Après cet article

- 10.12.18

Analyse



Changement climatique : pourquoi et comment l'agriculture doit s'adapter

Pour nourrir le monde sans le détruire, le système de production alimentaire doit se transformer au plus vite et à échelle globale.

- 04.12.18

Tribune



Marchons le 8 décembre pour la solidarité climatique !

Abandonner les projets de nouvelles autoroutes, taxer les transports les plus polluants.... Il est temps de changer nos modes de vie et nos mobilités pour mieux articuler justice climatique, sociale et territoriale.

- 05.12.18

Récit



Climatique-fiction

A l'occasion de la COP 24 qui se tient jusqu'au 14 décembre à Katowice, en Pologne, «Libé» a imaginé la vie d'une famille en 2041, en fonction du respect ou non de l'accord de Paris.

- 08.12.18

Terre d'actions



Comment choisir un fournisseur d'électricité verte ?

Depuis l'ouverture du marché de l'énergie à la concurrence en 2007, les entreprises qui proposent des formules «énergies renouvelables» se sont multipliées.

- 06.12.18

Décryptage



L'exécutif face à un casse-tête budgétaire

Le recul, encore confus, sur la hausse de la taxe carburants va mécaniquement générer un trou dans le budget. Qu'il va bien falloir combler...

- 07.12.18

Le fil vert de CheckNews



Les chaudières à bois polluent-elles vraiment moins que les chaudières au fioul ?

Les dernières générations de chaudières à bois présentent des émissions faibles de polluants atmosphériques, mais les poêles et les foyers ouverts ou fermés affichent des résultats bien moins bons.

- 03.12.18

Manifestations



Petit à petit, les gilets jaunes font leur nid

Deux semaines après le début de la mobilisation, de nouveaux secteurs se sont joints au mouvement ce lundi, renforçant la pression sur l'exécutif. Plus de 150 lycées ont été bloqués à travers le pays.

- 06.12.18

Fiscalité

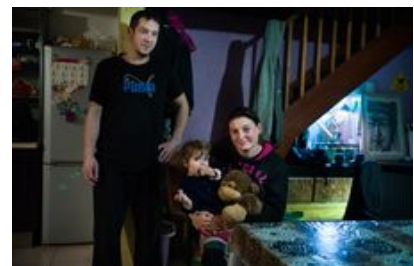


Taxe Gafa : Le Maire promet un impôt national si l'UE n'arrive pas à se décider

Si les 28 ne se mettent pas d'accord d'ici mars, le ministre de l'Economie a annoncé qu'une taxe sur les activités numériques verrait bien le jour en France en 2019.

- 07.12.18

Témoignage



Julie : «On commence tous les mois avec un découvert de 500 euros chacun»

Fonctionnaire, la jeune femme habite avec son compagnon et leur fille. Le couple s'en sort difficilement. Samedi, elle compte se rendre à Paris.

- 30.11.18

Tribune



Budget 2019 : le gouvernement ne fait rien contre la fraude fiscale

Faisant la part belle aux entreprises, le budget voté par le Parlement néglige des questions essentielles : la fiscalité des Gafa, la suppression de certaines niches fiscales, les moyens donnés aux services de contrôle des impôts.